

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Federico-Sturzenegger-mis-en-examen-pour-la-crise-argentine-de-2001-est-nomme-Professeur-Honoris-Causa-de-HEC-en-France>

Federico Sturzenegger mis en examen pour la crise argentine de 2001 est nommé Professeur Honoris Causa de HEC en France

Date de mise en ligne : lundi 21 mars 2016

- Empire et Résistance - Union Européenne - France -

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

HEC Paris Monsieur le Directeur Peter Todd,

Nous avons appris votre décision de nommer Professeur Honoris Causa de l'HEC. M. Federico Sturzenegger, Président de la Banque Centrale de la République Argentine, le prochain 23 mars.

Nous voudrions vous exprimer notre vif étonnement.

En effet, sans mettre en doute les qualités de chercheur et d'enseignant de M.F. Sturzenegger, nous ne comprenons pas les exceptionnels mérites justifiant une telle nomination. Ni les indices en recherche de ce dernier (h-index, seulement de 10 ou 11, selon Web of Science et Scopus) ni la relation entre l'Université Di Tella de Buenos Aires et l'HEC ne peuvent l'expliquer.

Par contre, vous ignorez peut-être que le 15 décembre dernier la Cour Suprême de la République Argentine a confirmé la décision de mise en examen de M.F. Sturzenegger, assortie d'une caution de 5 millions de pesos (300 000 Euros), pour délits économiques commis en 2000 durant l'opération du « *Megacanje* » [1] lorsque ce dernier occupait les fonctions de Secrétaire d'Etat à la Planification du Ministre Domingo Cavallo (ancien haut fonctionnaire de la dictature militaire).

Il faut également que vous sachiez que depuis la nomination, en décembre dernier, de M.F. Sturzenegger à la tête de la Banque Centrale de la République Argentine (BCRA), la direction qu'il préside a procédé au licenciement, fondé sur des raisons politiques, de 47 employés. Ceux-ci, économistes pour la plupart, travaillaient sur les relations entre la dictature militaire argentine, établie le 24 mars 1976, et les groupes économiques la soutenant, ainsi que le dénonce le syndicat argentin (« La Bancaria ») des employés de banque. Ces licenciements faussement « économiques » s'inscrivent dans la politique du gouvernement MACRI qui s'emploie à occulter les relations criminelles entre certains groupes financiers et industriels pendant la dictature. Une partie de ces complicités civico-militaires a donné lieu à des procès ayant mis en évidence les procédés barbares utilisés lors des actions de spoliation (notamment « Papel prensa », banque Macro) au bénéfice des groupes multimédias tels que Clarín ou La Nación qui sont aujourd'hui la force de frappe médiatique de l'équipe économique.

De plus, la cérémonie de remise du diplôme a été organisée la veille du 40e anniversaire du Coup d'État qui a instauré la dictature la plus sanglante de l'histoire argentine !

Les faits rappelés ci-dessus laissent à penser qu'il y a peut-être eu des pressions politiques et/ou personnelles afin de justifier cette nomination ou bien tenter de les faire oublier.

En vous priant instamment de tenir compte de ces faits et d'annuler cette nomination, nous souhaiterions que, dans le cas contraire, cette lettre puisse être publiée sur le site web de l'HEC.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de nos sentiments distingués.

Assemblée de Citoyens Argentins en France (ACAF)

[El Correo de la diáspora](#). Paris, le 21 mars 2016.

[1] « mega-swap » ou échange de dette de 40 milliards de dollars imposé à l'Argentine en 2001, à un taux usuraire, par le ministre des Finances de l'époque Domingo Cavallo et son homme de main, l'ex secrétaire-adjoint au Trésor des USA et dirigeant du Crédit Suisse David Mulford. Cet accord scandaleux avait lourdement aggravé la crise économique dans le pays tout en permettant aux sept banques intervenantes d'empocher d'énormes bénéfices.